



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015
Easyvista S.A.
Immeuble Horizon 1
10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Ce rapport contient 25 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Siège social : Immeuble Horizon 1
10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Capital social : €2 985 593,50

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Easyvista S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note II.2.2 de l'annexe expose les méthodes comptables relatives aux écarts d'acquisition ainsi que les règles d'amortissement et de dépréciation afférentes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation des écarts d'acquisition et vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes II.2.2 et IV.3 de l'annexe aux comptes consolidés.
- La note II.2.12 de l'annexe expose les estimations retenues par la société pour le calcul des impôts différés, notamment dans le cadre de l'activation des déficits reportables. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues, à revoir les calculs effectués par la société, et à vérifier que les notes II.2.12 et IV.16 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

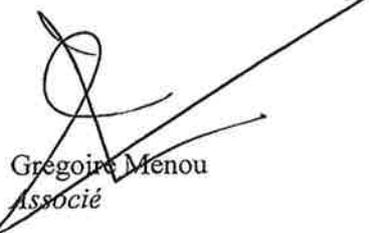
Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 29 avril 2016

Paris, le 29 avril 2016

KPMG Audit IS

Audit Eurex



Gregoire Menou
Associé



Sandrine Jeanjacquot
Associée

GROUPE EASYVISTA

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Bilan consolidé au 31 décembre 2015	2 - 3
Compte de résultat consolidé	4 - 5
Tableau de flux de trésorerie	6
Annexe au bilan et au compte de résultat consolidés :	7

BILAN

En €	31-déc-15			31-déc-14
	Brut	Amort/Dépr.	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Ecart d'acquisition	2 467 837	2 365 407	102 430	285 384
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement	888 591	222 148	666 443	844 161
Concessions, brevets et droits similaires	477 809	474 795	3 014	30 267
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles	135 748	48 860	86 888	19 004
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles	2 148 027	1 626 531	521 496	611 489
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts, cautionnements et autres créances	182 985		182 985	247 868
	6 300 997	4 737 741	1 563 256	2 038 173
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Avances et acpt. versés /commandes	10 576		10 576	14 010
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	5 161 032	70 600	5 090 432	4 904 724
Autres créances	666 462		666 462	792 552
Impôts différés actif	1 867 350		1 867 350	1 999 551
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	485 027	9 690	475 337	810 386
Disponibilités	822 353		822 353	1 386 576
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	489 523		489 523	365 608
ACTIF CIRCULANT	9 502 323	80 290	9 422 033	10 273 407
TOTAL GENERAL	15 803 320	4 818 031	10 985 289	12 311 580

En €	PASSIF	31-déc-15	31-déc-14
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		2 985 594	2 982 078
Prime d'émission, de fusion, d'apport		3 912 723	3 887 482
Ecart de réévaluation			
Réserve légale		86 767	68 007
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		(6 084 203)	(6 958 305)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		(2 579 827)	892 862
Ecart de conversion		(1 312 830)	(583 596)
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		-2 991 776	288 528
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		974 028	1 000 549
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		974 028	1 000 549
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements crédit		1 405 035	2 303 510
Emprunts et dettes financières			
Avances et acomptes reçus/commandes			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 608 934	1 047 269
Dettes fiscales et sociales		2 903 534	2 336 284
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		142 385	66 662
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		6 943 149	5 268 778
DETTES		13 003 037	11 022 503
TOTAL GENERAL			
		10 985 289	12 311 580

COMPTE DE RESULTAT

	31-déc-15	31-déc-14
En €	Total	Total
Vente de marchandises	2 757 582	4 253 192
Production vendue de biens		
Production vendue services	17 413 703	15 104 497
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	20 171 285	19 357 689
Production stockée		
Production immobilisée		433 464
Subventions d'exploitation		
Reprises/provisions & transferts de charges	226 480	164 382
Autres produits	17 768	4 291
PRODUITS D'EXPLOITATION	20 415 533	19 959 826
Achat Marchandises	14 102	22 310
Variation de stocks		
Achats de mat. 1ères et autres appros		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	8 241 547	7 432 962
Impôts, taxes et versements assimilés	583 234	533 791
Salaires et traitements	10 020 261	8 497 146
Charges sociales	3 533 362	3 213 874
Dotations d'exploitation		
* Sur immobilisat° : dot° aux amortissements	439 726	295 904
* Sur immobilisat° : dot. aux dépréciations		
* Sur actif circulant: dot° aux dépréciations	28 805	48 865
* Pour risques et charges: dot. aux provisions	65 478	126 531
Autres charges	129 707	121 401
CHARGES D'EXPLOITATION	23 056 222	20 292 784
RESULTAT D'EXPLOITATION	(2 640 689)	(332 958)
Autres intérêts et produits assimilés	3 453	15 008
Reprises/provisions et transfert de charges		
Différences positives de change	849 405	760 476
Produits nets sur cessions de VMP		9 604
PRODUITS FINANCIERS	852 858	785 088
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations	9 690	
Intérêts et charges assimilées	46 067	34 237
Différences négatives de change	139 877	63 961
Charges nettes sur cessions de VMP		
CHARGES FINANCIERES	195 634	98 198
RESULTAT FINANCIER	657 224	686 890
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(1 983 465)	353 932

En €	31-déc-15	31-déc-14
Produits except. sur opérations de gestion	3 097	5 106
Produits except. sur opérations en capital	7 295	83 976
Reprises, provisions et transfert de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 392	89 082
Charges except. sur opérations de gestion	47 007	106 498
Charges except. sur opérations en capital	35 847	25 328
Dotations aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	82 854	131 826
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(72 462)	(42 744)
Participation des salariés au résultat	-	-
Impôt exigible sur les bénéfices	(207 513)	(93 108)
Impôts différés	(133 433)	857 736
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(182 954)	(182 954)
Total des produits	21 145 350	21 691 732
Total des charges	23 725 177	20 798 870
BENEFICE OU PERTE	(2 579 827)	892 862
Résultat par action	(1.64)	0.57
Résultat dilué par action	(1.64)	0.57

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31-déc-15	31-déc-14
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation		
Résultat net	(2 579 827)	892 862
Elimination des éléments non monétaires		
- Amortissements et provisions	596 159	655 354
- Impôts différés	132 119	(857 736)
- Plus ou moins values de cession	26 742	(58 648)
Variation du BFR lié à l'activité	1 959 395	(739 977)
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation	134 588	(108 145)
Flux de trésorerie liée aux opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières	(231 356)	(1 922 001)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	82 271	1 041 018
Incidence des variations de périmètre nettes de la trésorerie acquise		
Flux nets de trésorerie liée aux opérations d'investissements	(149 085)	(880 983)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation de capital	28 757	29 812
Prime d'émission		
Emprunts à court terme	(312 399)	285 300
Emprunts à long terme		
Cession / acquisition nette actions propres	(22 728)	58 648
Flux nets de trésorerie liée aux opérations de financements	(306 370)	373 760
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie	7 670	14 345
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(313 197)	(601 023)
Disponibilités et VMP au début de la période	1 106 087	1 707 110
Disponibilités et VMP à la fin de la période	792 890	1 106 087

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES ET EVENEMENTS POST CLOTURE

NOTES PREALABLES

Note préalable 1 : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en Euros sauf spécification contraire.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2015, EASYVISTA a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 20,2 millions d'euros en progression de 4,2% par rapport à de l'exercice 2014. Ce niveau d'activité reflète à la fois le dynamisme de l'activité SaaS, en croissance significative de 25% sur douze mois et la diminution brutale des ventes de licences (-35% en 2015 par rapport à 2014). Le backlog SaaS a continué sa progression et atteint un niveau historique de 17,9 M€ au 31 décembre 2015.

EASYVISTA a poursuivi le renforcement de ses équipes, essentiellement aux US où la structure marketing et commerciale est désormais optimale pour capter la croissance future. Parallèlement à la mise en place de cette organisation commerciale, l'accélération du basculement du modèle licences vers le SaaS a pesé sur les comptes. Le résultat d'exploitation et le résultat net se sont ainsi établis à -2,6 millions d'euros.

Pour rappel, le contrôle fiscal auquel la société EASYVISTA SA a été soumise en 2009, au titre des exercices 2006 et 2007, a donné lieu à un redressement au titre d'une retenue à la source qui serait due, selon l'administration fiscale, par la société pour des opérations réalisées à l'étranger. EASYVISTA SA considère, en accord avec ses avocats, que la société dispose d'arguments sérieux justifiant que l'application de la retenue à la source n'est pas applicable au cas particulier. Le rappel, dont le montant s'élève à 662 K€, a ainsi fait l'objet d'une réclamation contentieuse et aucune provision n'a été enregistrée à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2015. Afin de garantir cette contestation, la société a mis en place, en 2010, un nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public. A ce jour et compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, aucun autre élément n'est susceptible d'avoir un impact sur les comptes au 31 décembre 2015.

Aucun autre élément postérieur au 31 décembre 2015 susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes présentés n'est intervenu.

II – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables,
- . indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

2. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986, et en application du règlement 99-02.

Les sociétés dans lesquelles EasyVista exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.1 *Méthode des coûts historiques*

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

2.2 *Immobilisations*

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces immobilisations dans le patrimoine de la société.

L'amortissement pour les comptes consolidés a été calculé selon le mode linéaire considéré représentatif de l'amortissement économique et ce pour l'ensemble du groupe.

Ecarts d'acquisition :

Ils sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise. Ceux-ci font l'objet d'un amortissement sur une période de 10 ans conformément aux durées constatées dans ce secteur d'activité.

En application du règlement CRC2002-10, des tests de dépréciation ont été réalisés sur les écarts d'acquisition afin de déterminer une éventuelle perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'hypothèses qualitatives et quantitatives ainsi que sur les flux de trésorerie issus des prévisions d'exploitation estimées par la Direction du Groupe pour

l'exercice à venir. Les résultats de ces tests ont permis de constater qu'aucune dépréciation ne s'avérait nécessaire au 31 décembre 2015.

Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement sont valorisés au prix d'acquisition constitués du coût de production des biens et services.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 ans.

Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

Les frais de recherche et développement n'ont pas été capitalisés au cours de l'exercice 2015, ils sont directement inscrits en charges.

Immobilisations corporelles :

Les agencements sont amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Le matériel et le mobilier de bureau, selon la nature des biens acquis, ont été amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Le matériel de transport est amorti sur une durée de 4 ans.

Les dispositions des règlements du comité de la réglementation comptable portant sur les actifs (CRC2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, et CRC2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations financières :

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Si la valeur comptable des titres est supérieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'inventaire est appréciée à la date d'arrêté des comptes et définie comme la valeur des avantages économiques futurs attendus par leur utilisation. Elle est généralement calculée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés et prend notamment en considération les éléments prévisionnels issus des budgets les plus récents basés sur différentes hypothèses qui, au regard des circonstances, sont jugées les plus raisonnables et probables par la direction de la société. Une méthode mieux adaptée peut être retenue le cas échéant, telle que celle des comparables boursiers, les valeurs issues de transactions récentes, le cours de bourse dans le cas d'entités cotées ou la quote-part de situation nette.

2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont été dépréciées au cas par cas pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4 Disponibilités et VMP

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

2.5 Opérations en devises étrangères

Les achats et les ventes en devises sont enregistrés au taux du jour des opérations. En fin de période, la société calcule, devise par devise, ses positions de change relatives aux créances et dettes. Les écarts de change latents (pertes et gains) sont portés au compte de résultat.

2.6 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euros au taux de change à la date de clôture. Les comptes de résultats et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euros des comptes des sociétés étrangères sont portées dans les capitaux propres sur la ligne intitulée « Ecart de conversion ».

2.7 Gains et pertes de change latents

Les gains et pertes de change latents sont reconnus dans le résultat consolidé.

2.8 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, contractuel ou découler des pratiques de la société.

2.9 Engagements de retraite

Les engagements de retraite et avantages assimilés ont été évalués en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées appliquée séparément à chaque salarié. Cette méthode permet de répartir la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié. Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés, en provisions pour risques et charges.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la PIDR au 31 décembre 2015 sont les suivantes:

	Cadres	Non cadres
Taux d'actualisation	2,00%	2,00%
Taux de turn-over	Faible	Faible
Taux de revalorisation salariale	2%	2%
Age de départ en retraite	65	65

2.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de licences, dont le revenu est reconnu au moment du transfert de propriété, et de certaines autres prestations, dont le revenu est reconnu au fur et à mesure de leur exécution. Le chiffre d'affaires comprend également des contrats d'abonnement et de maintenance, dont le revenu est reconnu en résultat en tenant compte de la période d'abonnement courue sur l'exercice. Le montant du revenu lié aux prestations à effectuer sur l'exercice suivant est différé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

2.11 Crédit d'Impôt Recherche

Aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2015.

2.12 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôts. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est à dire au dernier taux connu à la date de clôture. Les actifs d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque la société n'a pas l'assurance de les imputer à court terme.

2.13 Modalités de calcul des résultats par action

Le résultat par action et le résultat dilué par action sont calculés en conformité avec les modalités de l'avis n°27 de l'O.E.C.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de principe comptable ni de présentation ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu au cours de l'exercice 2015.

III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés	Siège	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation	N° Siret
EasyVista SA	Noisy le Grand (France)	Société Mère	IG	34784894700037
EasyVista S.L	Madrid (Espagne)	100%	IG	B81267767
EasyVista S.r.l.	Milan (Italie)	100%	IG	03455710966
EasyVista SA	Lisbonne (Portugal)	100%	IG	501926003
EasyVista Ltd	Berkhamsted (Royaume-Uni)	100%	IG	3516042
EasyVista Inc	Cambridge (USA)	100%	IG	04-3484009
Logiciels EasyVista Inc	Montréal (Canada)	100%	IG	1168355932
EasyVista GmbH	Munich (Allemagne)	100%	IG	HRB 203560 München
Rift Technologies SASU	Noisy le Grand (France)	100%	IG	489003434

IG = Intégration globale

IV - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. IMMOBILISATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Acquisitions	Cessions Diminutions Reclassement	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	2 467 837				2 467 837
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT	888 591				888 591
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	531 481	3790	78 286		613 557
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	2 032 254	451	135 860	20 538	2 148 027
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 032 254	451	135 860	20 538	2 148 027
Participations mises en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	247 868	178	17 210	82 271	182 985
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	247 868	178	17 210	82 271	182 985
TOTAL GENERAL	6 168 031	4 419	231 356	102 809	6 300 997

2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Dotations	Reprises Diminutions	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	2 182 453		182 954		2 365 407
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT	44 430		177 718		222 148
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	482 210	2 135	39 310		523 655
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	1 420 765	-407	222 698	16 525	1 626 531
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 420 765	-407	222 698	16 525	1 626 531
TOTAL GENERAL	4 129 858	1 728	622 680	16 525	4 737 741

L'intégralité des dotations est relative à des amortissements linéaires.

3. ECARTS D'ACQUISITION

	Début exercice	Variation de Périmètre	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Europe du Sud	600 382				600 382
EasyVista Ltd	1 867 455				1 867 455
Ecarts d'acquisition – valeur brute	2 467 837				2 467 837
Europe du Sud	(540 343)		(60 039)		(600 382)
EasyVista Ltd (1)	(1 642 110)		(122 915)		(1 765 025)
Ecarts d'acquisition – dépréciation et amortissement	(2 182 453)		(182 954)		(2 365 407)
Ecarts d'acquisitions – valeur nette	285 384		(182 954)		102 430

(1) La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition sur EasyVista UK a été calculée linéairement sur la durée d'utilité résiduelle, compte tenu de l'amortissement exceptionnel de 500.000 euros qui avait été enregistré au 31 décembre 2008.

4. ETAT DES CREANCES ET DETTES

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
<i>Etat des Créances</i>			
Créances rattachées à des participations			182 985
Prêts, cautionnements et autres créances	182 985		
Clients et comptes rattachés	5 161 032	5 161 032	
Fournisseurs avances et acomptes versés	10 576	10 576	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités:impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités:taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités:créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	666 462	666 462	
Charges constatées d'avance	489 523	489 523	
TOTAL GENERAL	6 510 578	6 327 593	182 985

<i>Etat des dettes</i>	Montant brut	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible				
Autre emprunt obligataire				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	504 800	504 800		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	900 235	347 765	552 470	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 608 934	1 608 934		
Dettes fiscales et sociales	2 903 534	2 903 534		
Etat:impôt sur les bénéfices				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Comptes courants passif				
Autres dettes	142 385	142 385		
Produits constatés d'avance	6 943 149	6 943 149		
TOTAL GENERAL	13 003 037	12 450 567	552 470	

5. DISPONIBILITES

Au 31 décembre 2015, la société détenait 33.124 actions propres représentant 485.027 € dont 62.936 € de capital en nominal.

Au cours de la période 13.927 actions ont été achetées à un cours moyen de 36,3865 € et 9.577 actions ont été vendues à un cours moyen de 36,3931 €.

6. CAPITAL SOCIAL

Le Capital Social d'un montant total de 2.985.593,50 € se compose à la clôture de l'exercice de 1.571.365 actions de 1,90 €, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Septembre 2005 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 75.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 Novembre 2008. Par le Conseil d'Administration du 15 Novembre 2005, la société a émis 10.250 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 15 Novembre 2015. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 12,51 € par action. Au 31/12/2015, 2.075 options ont été exercées depuis l'origine et ont donné lieu à une augmentation de capital de 3.942,50 €, 3.825 options ont été exercées et donneront lieu à la constatation d'une augmentation de capital de 7.267,50 € en 2016. Au 31/12/2015, plus aucune option attribuée par le Conseil d'Administration du 15 Novembre 2005 ne peut être exercée. Par le Conseil d'Administration du 21 Avril 2008, la société a émis 6.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 21 Avril 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 2,84 € par action. Au 31/12/2015, 4.000 options ont été exercées depuis l'origine et ont donné lieu à une augmentation de capital de 7.600 €. Au 31/12/2015, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, plus aucune autre option attribuée par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008 ne peut être exercée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution gratuite de 150.000 actions en faveur de ses salariés. Par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2011, la société a attribué 5.000 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 11.618 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période

d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 03 janvier 2013, la société a attribué 20.625 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 87.924 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 02 janvier 2014, la société a attribué 12.813 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Compte tenu des salariés sortis, seules 5.000 actions gratuites pourront être attribuées définitivement représentant une valeur de 15.450 €, et il a été constitué une provision pour charges au 31/12/2015 de 15.429 €

L'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2013 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 150.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 août 2016. Par le Conseil d'Administration du 03 décembre 2013, la société a émis 9.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 03 décembre 2023. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 17 € par action. Au 31/12/2015, 1.250 options ont été exercées depuis l'origine et ont donné lieu à une augmentation de capital de 2.375 €, 300 options ont été exercées et donneront lieu à la constatation d'une augmentation de capital de 570 € en 2016. Au 31/12/2015, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 4.200 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 4.200 options est de 7.980 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 30.000 bons de souscription d'actions jusqu'au 26 décembre 2015. Par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014, la société a émis 7.500 bons de souscription d'actions exerçables jusqu'au 10 septembre 2024 à condition d'avoir été souscrits avant le 31 août 2015. Le prix de souscription unitaire de ces bons est fixé à 1,21 €. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 24,10 € par action. Au 31/12/2015, les 7.500 bons ont été souscrits et pourront donc être exercés, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 7.500 options est de 14.250 €.

7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2015

Rubriques	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2015	2 982 078	3 887 482	(583 596)	68 007	892 862	(6 958 305)	288 528
Affectation résultat 2014				18 760	(892 862)	874 102	
Résultat de l'exercice					(2 579 827)		(2 579 827)
Augmentation de capital	3 516	25 241					28 757
Autres mouvements							
Variation de l'écart de conversion			(729 234)				(729 234)
Situation au 31/12/2015	2 985 594	3 912 723	(1 312 830)	86 767	(2 579 827)	(6 084 203)	(2 991 776)

2014

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2014	2 971 676	3 868 072	138 970	68 007	(940 160)	(6 016 115)	90 450
Affectation résultat 2013					940 160	(940 160)	
Résultat de l'exercice					892 862		892 862
Augmentation de capital	10 402	19 410					29 812
Autres mouvements						(2 030)	(2 030)
Variation de l'écart de conversion			(722 566)				(722 566)
Situation au 31/12/2014	2 982 078	3 887 482	(583 596)	68 007	892 862	(6 958 305)	288 528

2013

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2013	2 971 676	3 868 072	(63 887)	68 007	(742 240)	(5 116 455)	985 173
Affectation résultat 2012					742 240	(742 240)	
Résultat de l'exercice					(940 160)		(940 160)
Augmentation de capital							
Autres mouvements						(157 420)	(157 420)
Variation de l'écart de conversion			202 857				202 857
Situation au 31/12/2013	2 971 676	3 868 072	138 970	68 007	(940 160)	(6 016 115)	90 450

8. ECARTS DE CONVERSION

Conformément aux principes français en matière de comptes consolidés, les écarts de conversion actif et passif ont été comptabilisés en charges et produits financiers dans le résultat consolidé.

9. EMPRUNTS

La ventilation des emprunts par nature de taux est la suivante au 31 décembre 2015 :

En k€	31/12/2015	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	900 235	900 235	
Concours bancaires courants	504 800		504 800
Autres emprunts et dettes assimilées			
TOTAL	1 405 035	900 235	504 800

10. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Périmètre/ change	Dotations	Reprise Reclassement	Fin exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires	893 121		65 478		958 599
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés payés				91 999	15 429
Autres provisions pour risques et charges	107 428				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 000 549		65 478	91 999	974 028
Dépréciation des immobilisations incorporelles					
Dépréciation des immobilisations corporelles					
Dépréciation des titres mis en équivalence					
Dépréciation des titres de participation					
Dépréciation des autres immobilisations financières					
Dépréciation des stocks et en cours					
Dépréciation des comptes clients	109 915		28 805	68 120	70 600
Autres dépréciations					
DEPRECIATION	109 915		28 805	68 120	70 600
TOTAL GENERAL	1 110 464		94 283	160 119	1 044 628
Dotations et reprises d'exploitation			94 283	72 195	
Dotations et reprises financières					
Dotations et reprises exceptionnelles					

11. CREANCES ET DETTES REPRESENTEES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Aucune créance ou dette n'est représentée par un effet de commerce au 31 décembre 2015.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires par activité et par zone géographique :

<i>Activité</i>	<i>Répartition géographique</i>	<i>31-déc-15</i>	<i>31-déc-14</i>
Ventes	France	1 463 304	1 610 205
	Filiales à l'étranger	1 294 278	2 642 987
	Sous-total ventes	2 757 582	4 253 192
Services	France	9 800 766	9 096 137
	Filiales à l'étranger	7 612 937	6 008 360
	Sous-total services	17 413 703	15 104 497
Total Chiffre d'Affaires		20 171 285	19 357 689

13. RESULTAT D'EXPLOITATION

Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique :

<i>Répartition géographique du résultat d'exploitation</i>	<i>31-déc-15</i>	<i>31-déc-14</i>
France	(471 110)	729 256
Filiales	(2 169 579)	(1 062 214)
Total Résultat d'exploitation	(2 640 689)	(332 958)

14. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

CHARGES FINANCIERES	2015	2014
(en euros)		
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations	9 690	
Intérêts et charges assimilées	46 067	34 237
Différences négatives de change	139 877	63 961
Charges nettes sur cessions de VMP		
Total Charges financières	195 634	98 198

PRODUITS FINANCIERS	2015	2014
(en euros)		
Autres intérêts et produits assimilés	3 453	15 008
Reprises/provisions et transfert de charges		
Différences positives de change	849 405	760 476
Produits nets sur cessions de VMP		9 604
Total Produits financiers	852 858	785 088

15. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2015	2014
(en euros)		
Autres charges exceptionnelles	46 766	105 924
Charges excep. s/ exercices antérieurs	241	574
VNC des immo. incorp. cédées		
VNC des immo. corp. cédées	5 824	
VNC des titres cédés		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Mali provenant du rachat d'actions propres	30 023	25 328
Total Charges exceptionnelles	82 854	131 826

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2015	2014
(en euros)		
Autres produits exceptionnels	715	934
Produits excep. s/ exercices antérieurs	2 382	4 172
Produits de cession de titres (conso.)		
Produits de cession d'immo. incorp.		
Produits de cession d'immo. corp.		
Produits de cession de titres		
Produits de cession d'autres élém. actif		
Transfert de charges exceptionnelles		
Boni provenant du rachat d'actions propres	7 295	83 976
Total Produits exceptionnels	10 392	89 082

16. IMPOTS DIFFERES

<i>Nature</i>	<i>au 01/01/15</i>	<i>Impact résultat</i>	<i>Impact réserves</i>	<i>au 31/12/15</i>
ACTIF				
. Différences temporaires	13 832	74		13 906
. Provision indemnité départ retraite	297 690	21 824		319 514
. Défis fiscaux reportables	1 688 029	(155 331)		1 532 698
. Autres		1 232		1 232
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	1 999 551	(132 201)	-	1 867 350

Le taux d'imposition retenu par la société est de 33,1/3% en France et 30% en Espagne. Le montant des déficits fiscaux reportables de EasyVista SA (France), RIFT Technologies et EasyVista Espagne s'élève à 4.623 k€ au 31/12/2015, et sont activés en totalité.

17. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement de la période ne sont pas capitalisés, mais directement inscrits en charges. Ils représentent 2.031 k€ au 31 décembre 2015. Il n'a pas été comptabilisé de crédit d'impôt recherche au cours de l'exercice 2015.

18. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

1. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent pas de jetons de présence. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration ont représenté en totalité 749.245 € au 31 décembre 2015.

Le montant des engagements de retraite relatif aux Dirigeants représente un montant de 433.565 euros au 31 décembre 2015.

2. EFFECTIF

La situation de l'effectif au 31 décembre 2015 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif au 31 décembre 2015	69	16	2	11	1	21	7	0
Effectif moyen	66	16	1	10	1	24	7	0

La situation de l'effectif au 31 décembre 2014 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif au 31 décembre 2014	60	16	1	9	3	21	7	2
Effectif moyen	56	16	1	8	3	19	7	2

4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

1. Nantissements :

	€
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public	662.302
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du CIC	83.848
• Nantissement du fonds de commerce en faveur de HSBC	180.000

Engagements reçus

1. Engagement de garantie

	€
• Contre garantie OSEO sur prêt HSBC	72.000
• Caution	NEANT

2. Cautions données par d'autres personnes physiques

	€
• Emprunts auprès des établissements de crédit	NEANT